



**ÉCONOMIE TUNISIENNE 2021 :
CARTOGRAPHIE DES RISQUES SECTORIELS**

Pronoia By Redkon



Pronoia By Repton

NOTE SECTORIELLE ÉCONOMIE TUNISIENNE T3 2021 – OCTOBRE 2021

EXECUTIVE SUMMARY

1. Introduction :

Il ne fait aucun doute que la Tunisie bénéficie d'une position géo-économique remarquable, stratégique et favorable à l'investissement, de par sa proximité du marché européen ; avec un vaste potentiel touristique, une main d'œuvre compétente, des infrastructures fonctionnelles, denses et modernes et une diversification de son économie. La Tunisie possède également un potentiel naturel important, avec entre autres, plusieurs gisements de phosphate, zinc, de plomb et de pétrole importants, terrestres et offshore, concentrés dans le sud du pays. La Tunisie dispose en outre des gisements de phosphates les plus importants du monde dans la région de Gafsa, dans le sud-ouest du pays (une production de 8,1 millions de tonnes en 2010). De surcroît, la communauté internationale présente le cas tunisien comme un modèle de réussite pour les pays en développement.

En 2019, l'industrie manufacturière représente 14.7% du PIB et emploie 18,4% de la population active, tandis que l'agriculture et la pêche contribuent à hauteur de 10.4 % du PIB et emploie 13.8% de la population active ; avec une récolte exceptionnelle d'olive à huile qui s'est élevée à 2 millions de tonnes au cours de la campagne 2019-2020. Le secteur touristique a réalisé une saison record en 2019 avec une valeur ajoutée de 5 576 MTD. Ce secteur est un pourvoyeur majeur d'emplois directs (permanents et saisonniers) et indirects. Il emploie à fin 2020 un total de 128 000 personnes.

Toutefois, la décennie 2010 - 2020 se caractérise par plusieurs signes de morosité économique. Le pays a été sensiblement touché par la crise sanitaire mondiale covid-19, le contexte national peu favorable et la recrudescence des tensions ainsi que des protestations sociales ; des événements qui ont pesé lourd sur l'investissement et le secteur du tourisme, outre la chute des cours des produits de base exportés et la baisse de la demande adressée à la Tunisie de la part des pays de l'UE, principaux partenaires commerciaux. En fait, tous ces facteurs ont défavorablement affecté la croissance qui s'est nettement ralentie, atteignant un niveau trop faible pour contourner le niveau de chômage qui demeure élevé notamment pour les diplômés du supérieur. Les parts de marché externes ont, également, régressé et les équilibres fondamentaux se sont détériorés avec l'élargissement des déficits budgétaire et courant.

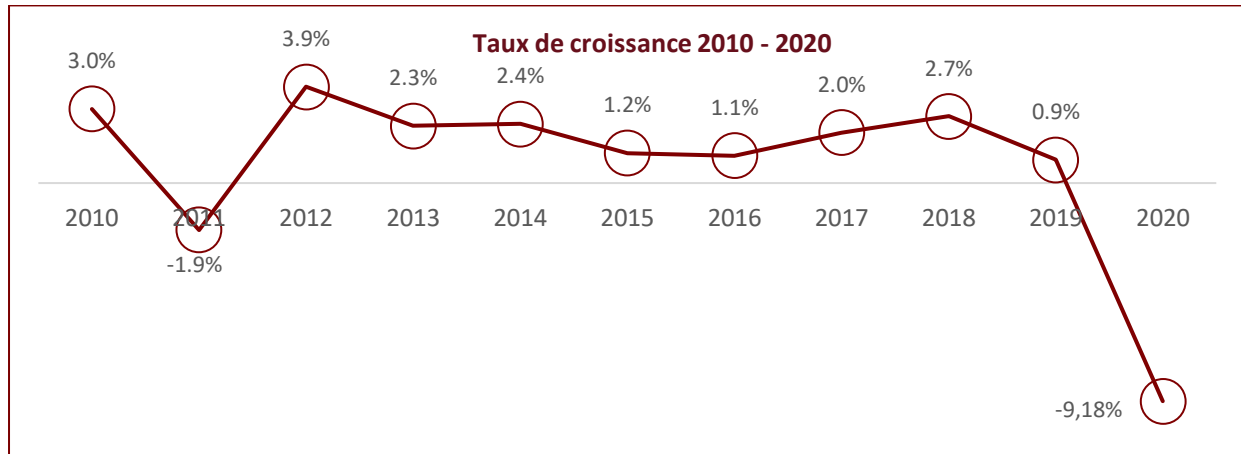
Cette situation s'est suivie par un recours intense aux financements extérieurs, comme en témoigne la hausse significative du taux d'endettement extérieur et du service de la dette. Depuis plusieurs années, le constat est fait. Et se confirme quant aux facteurs bloquants dans le secteur du tourisme, pour la caisse de compensation, la structure du financement de l'État, le bassin minier... Connaître les racines des problèmes, c'est déjà 50 % du chemin de parcourir.

Même si la situation économique et financière actuelle de la Tunisie est caractérisée par une vulnérabilité, cette démocratie naissante présente quand même des signaux positifs lui permettant de partir sur le chemin de la croissance.

2. État des lieux :

3.1 Repli de la croissance économique :

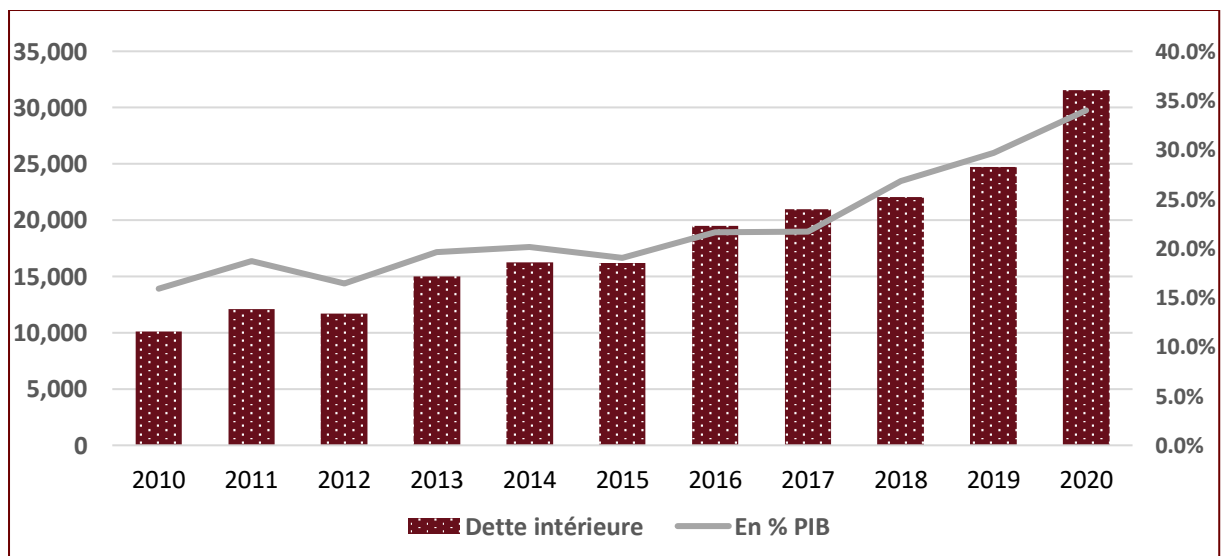
La période 2010 – 2020 représente une période noire pour l'économie tunisienne. La croissance économique du pays a connu un recul sans précédent et la situation ne s'est jamais redressée voire cesser de s'assombrir ; à cause de l'incapacité de l'état tunisien à engager les réformes structurelles nécessaires et entamer des mesures de redressement et d'assainissement permettant d'instaurer un nouveau modèle économique qui repose principalement sur la création de valeur et sur une répartition plus équitable de la richesse. L'État qui joue un rôle central, se doit de garantir une croissance soutenue, stimuler la création d'emplois, impulser le développement, réduire le taux d'endettement et maîtriser l'inflation.



3.3 Flambée de l'endettement intérieur :

La dette publique intérieure représente 27,13% du PIB en 2020 et frôle ainsi les 31 000 MDT; enfonçant encore plus le pays dans la spirale infernale de l'endettement. Entre 2016 et 2020, l'encours de la dette publique a augmenté de 36.8 milliards de dinars soit une aggravation de 66%.

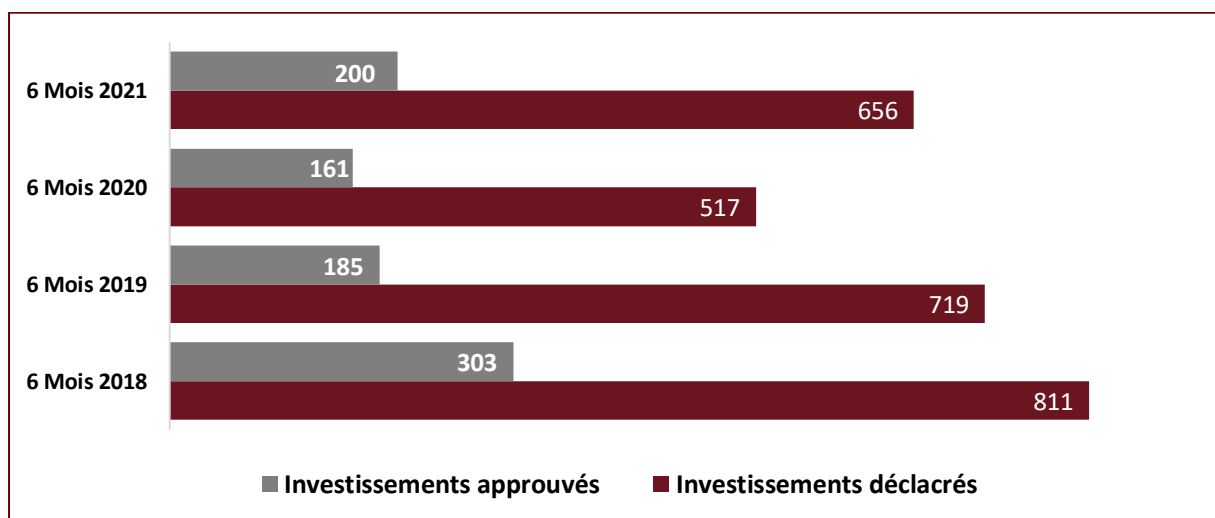
Le marché de la dette publique intérieure, purement institutionnel, est principalement animé par les banques. Ainsi, l'État s'est accaparé une grande partie de la liquidité sur le marché (et ainsi des efforts bancaires pour le financement de l'économie), contribuant au surenchérissement du coût de crédit, bien que la Banque Centrale participe activement à ces opérations à travers la fourniture d'un important refinancement. Beaucoup d'agents économiques se sont trouvés dans l'incapacité d'accéder aux produits de financement, puisque les ressources financières se sont orientées vers des actifs sans risque à bon niveau de rentabilité.



3. Analyse Sectorielle :

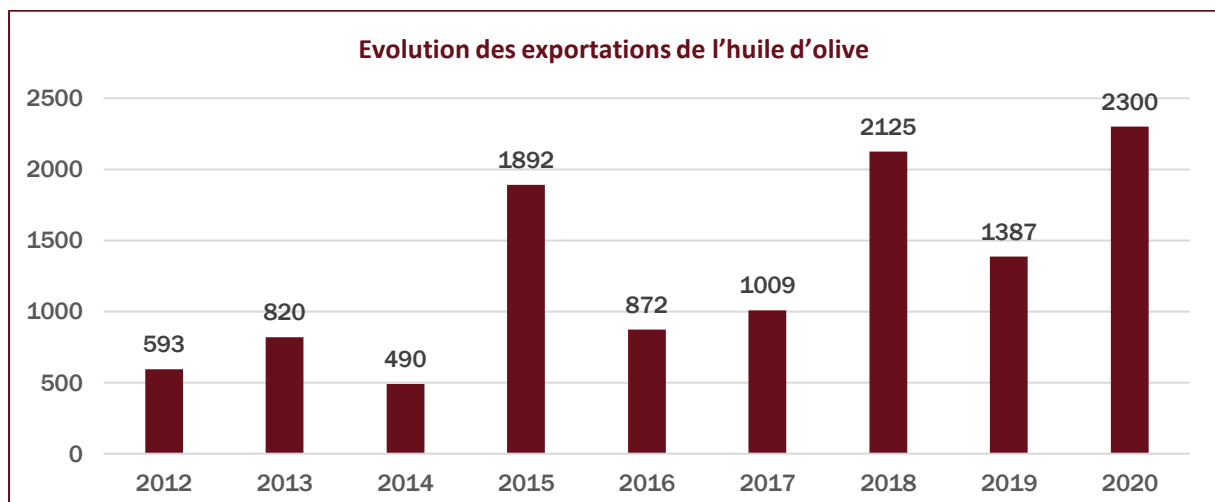
3.1 Reprise des investissements pour le secteur agricole en 2021 :

La valeur des opérations d'investissement déclarées au cours des sept premiers mois de 2021 s'élève à 698.5 MD, contre 632.1 MD au cours de l'année 2020 (+10.5%). Par rapport au plan de développement 2016- 2020, la valeur des investissements déclarés a connu une baisse de 14.2%. Les chiffres de l'APIA montrent que les investissements approuvés durant les sept premiers mois de 2021 se sont élevés à 259.1 MTND contre 187.3 MTND en 2019 enregistrant ainsi une évolution de +38.3%. Par rapport au plan de développement 2016-2020, les investissements agricoles privés ont enregistré une baisse de 30.9 % en nombre et de 33.4 % en valeur. Les investissements approuvés permettront la création de 2012 emplois permanents, contre 1575 au cours de la même période en 2020. En moyenne, il faut investir 129 KTND pour créer un poste dans le secteur. La faiblesse des montants annoncés rend difficile la création d'opportunités de travail dans un secteur qui devrait être parmi les principaux recruteurs.



3.2 Chute des exportations de l'huile d'olive :

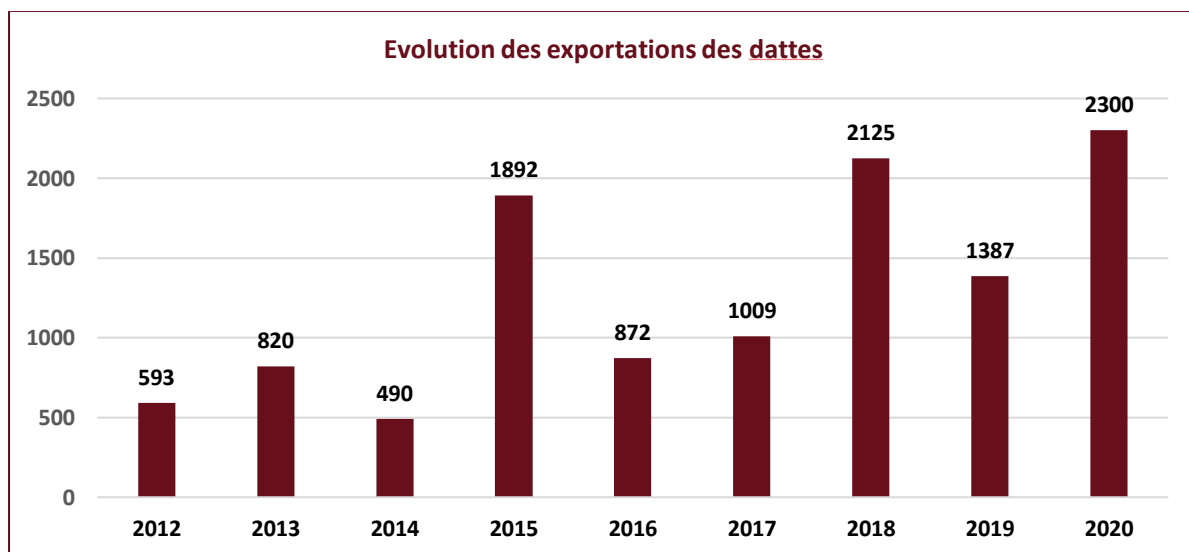
Les recettes des exportations de l'huile d'olive se sont repliées de -27.5% jusqu'à fin juillet 2021, à 1 091 MTND contre 1 505 MTND à fin juillet 2020 ; et ce en dépit de l'augmentation du cours de ce produit aussi bien en Tunisie qu'à l'étranger. Selon L'ONAGRI, La production de l'huile d'olive tunisienne a connu une baisse drastique au cours de la saison 2020-2021, atteignant près de 140 mille tonnes contre une récolte record de 400 mille tonnes réalisée sur la saison antérieure 2019-2020.



3.3 Impact Covid-19 : Baisse des exportations des dattes :

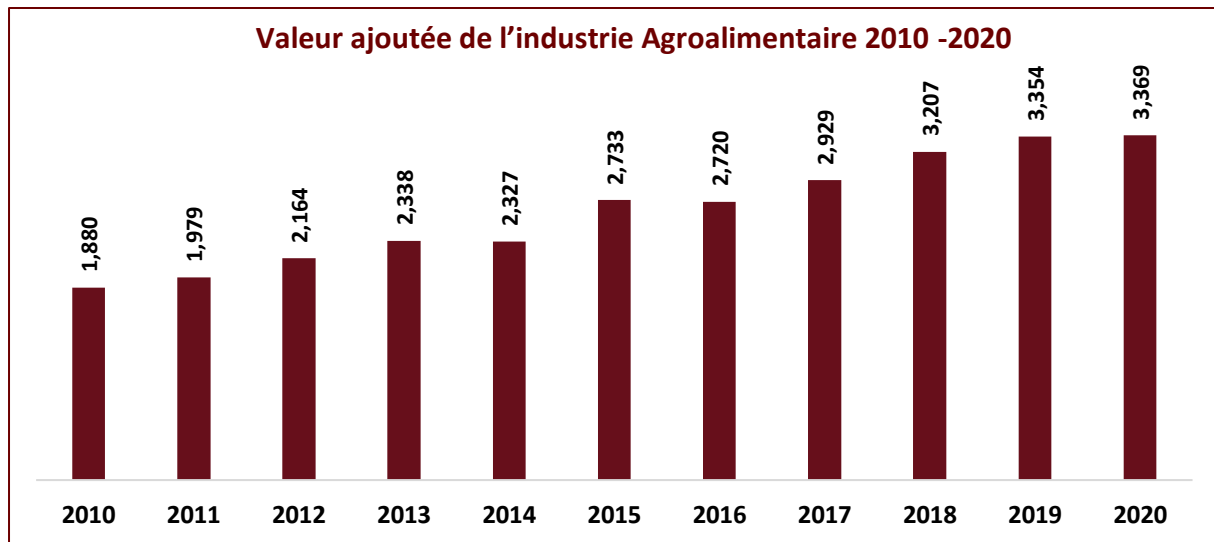
En Tunisie, les expéditions de dattes ont atteint 81 800 tonnes pour des recettes de 535.8 millions de dinars depuis le début de la saison 2020/2021, du 1er Octobre dernier au 15 Mars 2021 ; soit une augmentation de 1.8% des quantités exportées, contre une baisse de 3.7% au niveau de la valeur ; comparativement à l'année dernière à la même période (556.6 MDT). Le Maroc est resté le principal marché d'exportation avec 20 700 tonnes, suivi par l'Italie (6 700 tonnes), la France (6 400 tonnes), l'Allemagne (5 900 tonnes), et la Malaisie (5 600 tonnes). La filière rapporte 15% du total de devises pour le secteur agricole arrivant ainsi en deuxième position derrière l'huile d'olive. Les principales variétés commercialisées sont Deglet Nour, Allig, Khouat Allig et Kenta.

Le Maroc est le plus important importateur de dattes tunisiennes pour la saison 2020/2021, notamment pour la variété Deglet Nour avec 20 700 tonnes sur un total de 81 800 tonnes exportées, ce qui représente 25% des exportations des dattes tunisiennes. Pour les dattes biologiques exportées, ils ont atteint environ 6 mille tonnes pour une valeur de 45,8 MD, soit 7,4 % des quantités totales exportées et 8,6 % de la valeur exportée vers environ 31 pays.



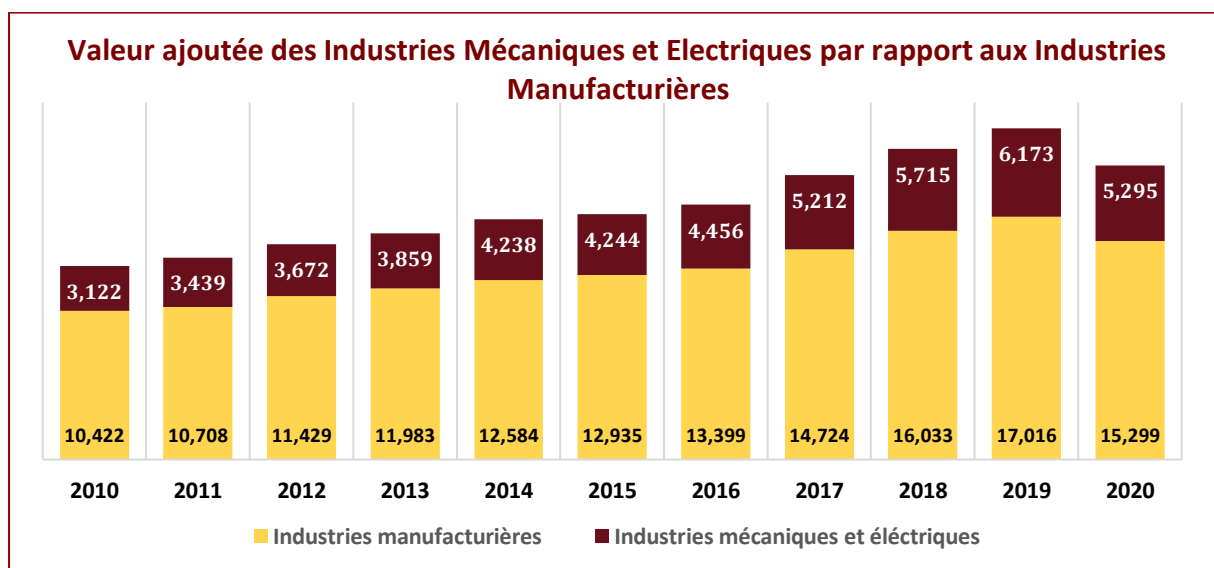
3.4 Une industrie agroalimentaire en difficulté :

La filière de l'agroalimentaire représente un des secteurs industriels moteurs de l'économie tunisienne. Elle occupe une place de choix dans le tissu industriel et représente le troisième secteur manufacturier pourvoyeur d'emplois, illustré par plus de 1.060 entreprises dont 201 totalement exportatrices. La France, l'Italie et les Pays-Bas sont les principaux pays investisseurs en Tunisie. En termes d'exportations, une baisse de 18.8% a été observée sur les neuf premiers mois de l'année 2021 à 2 356 MTND contre 2 900 MTND sur la même période en 2019. En matière d'investissements et toujours sur la même période, le secteur enregistre une hausse remarquable de +46.5% des investissements déclarés à 645.5 MTND contre 440.7 MTND sur la même période en 2019. Le nombre de projets déclarés est de 1052 soit une progression de 56.1% par rapport à l'année précédente. L'outil industriel actuel a démontré son efficacité et les investissements seraient plutôt de maintien. Le secteur devrait progressivement s'inscrire dans la tendance mondiale, avec plus d'investissements dans les filières Bio et celles qui accompagnent l'évolution de la matrice alimentaire du tunisien et des marchés cibles.



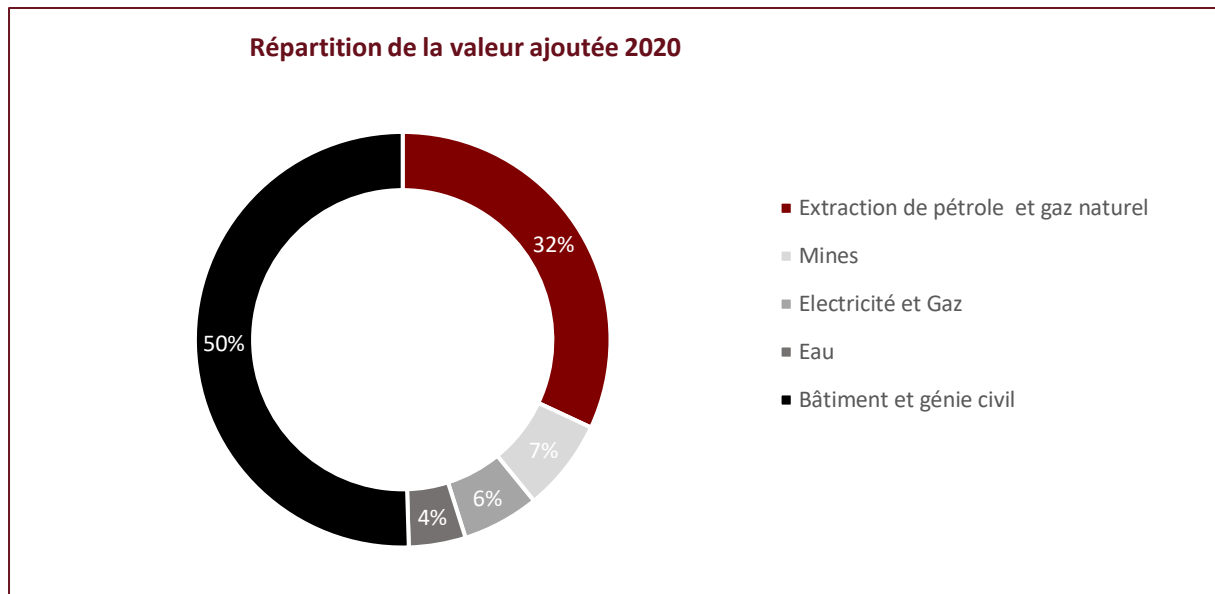
3.5 Industries Mécaniques et électriques :

Les Industries Mécaniques et Électriques représentent l'épine dorsale des industries manufacturières. En 2020, la valeur ajoutée s'est établie à 5 295 MTND soit un déclin de -13.2% par rapport à 2019. La croissance annuelle moyenne sur la période 2010-2020 est de **7.3%**. Ce secteur accapare **34.6%** (**33.5%** en moyenne sur 2010-2020) des industries manufacturières et représente **5.0%** du PIB (**5.0%** en moyenne sur 2010-2020). Cette forte valeur ajoutée provient essentiellement des exportations qui représentent une part prépondérante de toutes les ventes libellées en devises par l'économie tunisienne. L'Union Européenne constitue le principal client des entreprises tunisiennes opérant dans ce secteur.



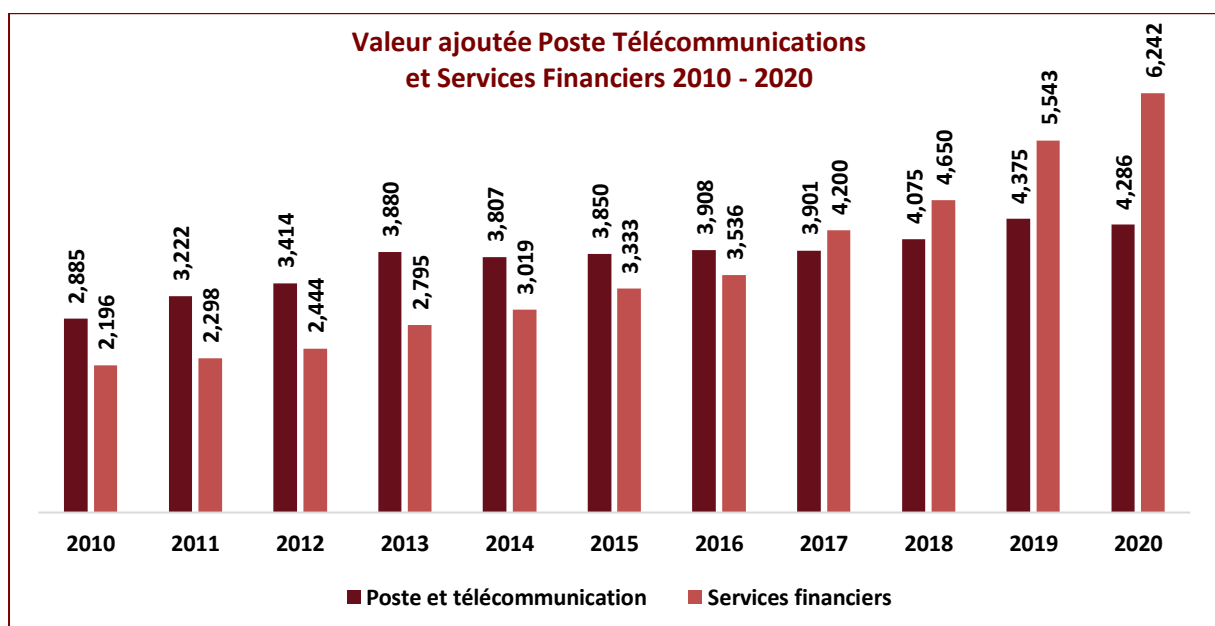
3.6 Une Industrie Non Manufacturières en quête de l'essor économique :

Les industries non manufacturières réalisent une performance médiocre et la croissance annuelle moyenne de leur valeur ajoutée sur 2010-20, est de l'ordre de **-3,2%**. En termes de PIB réel, le secteur affiche une série unique de 10 baisses annuelles successives. La chute concomitante de la production du pétrole, de gaz naturel et des phosphates, engendrée par les troubles sociaux ainsi que par l'absence d'investissements étrangers, ont été à l'origine de cette dégradation. Depuis 2015, le segment du Bâtiment & Génie Civil est désormais le contributeur majeur à la valeur ajoutée des industries non manufacturières.



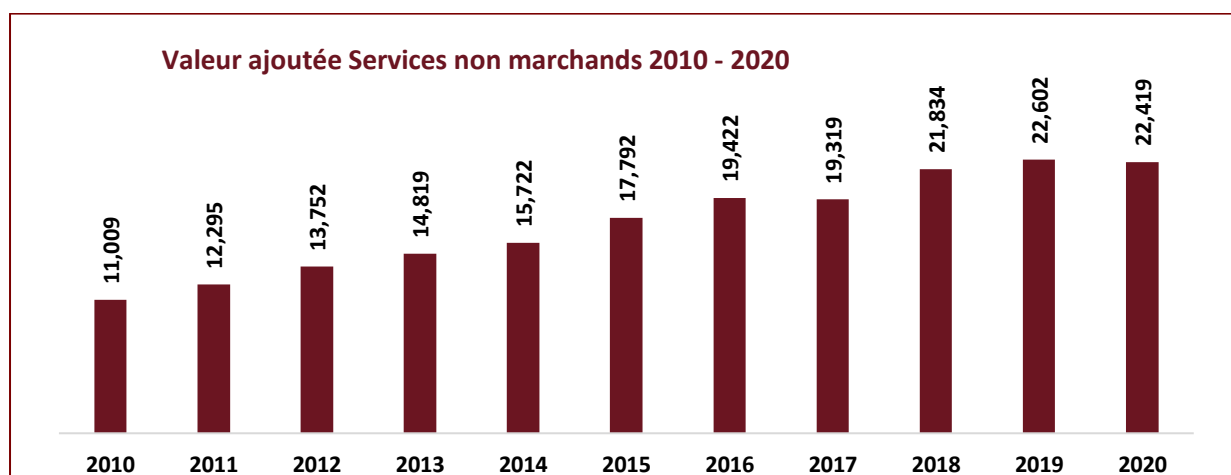
3.9 Postes Télécommunications et services financiers :

La dernière décennie a été très favorable au secteur bancaire. Sur la période 2010-2020, la valeur ajoutée du secteur financier a réalisé un taux de croissance annuel moyen de 5.3% et établit à 6 242 MTND. En 2020, la Banque Centrale a réduit son taux directeur à deux reprises, le ramenant de 7,75% à 6,25% et a procédé également à l'assouplissement des conditions de crédit et l'allègement des charges financières des entreprises et des particuliers. Les concours à l'économie se sont accrus de 6,7% ou 6.371 MDT en 2020 contre 3,6% ou 3.177 MDT une année auparavant. L'encours des crédits, a atteint près de 98,6 milliards de dinars, enregistrant une accélération, pour la première fois depuis 3 ans, en augmentant de 6,8% contre 3,7% en 2019. Les ressources bancaires ont évolué à 7.602 MDT ou 9,2% provenant à hauteur de 93% de la hausse des dépôts de la clientèle. Les dépôts à vue ont augmenté de (15,5% contre 6% en 2019) et les dépôts d'épargne (14,8% contre 7,9% en 2019). Les dépôts à termes et certificats de dépôts ont enregistré une baisse de 3,9% contre une augmentation de 17,2% en 2019. Ce qui témoigne de la migration d'une partie des dépôts à terme vers les dépôts à vue et les dépôts d'épargne.



3.10 Les activités non marchandes :

Ce secteur qui a pour principale mission la facilitation de l'accès des investisseurs locaux et étrangers à ses services, présente plusieurs insuffisances, manque de souplesse et se caractérise par une lourdeur qui entrave le développement économique du pays. Suite aux mesures de digitalisation des services lancées lors de la crise sanitaire, les performances de l'administration devraient améliorer sa contribution à la croissance à partir de 2021, à condition du maintien et de la réalisation des programmes de digitalisation annoncés. En 2020, les services non marchands représentent 21,3% du PIB. Le TCAM sur la période 2010-2019 s'établit à 9,4% avant de se replier de 6,3% en 2020. Les performances de l'administration centrale durant l'année 2021 seraient très similaires à celles des années précédentes.



4. Cartographie sectorielle:

SECTEURS / BRANCHES	SCORE
AGRICULTURE ET PÊCHE	D
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	D+
Industries Agroalimentaires	D+
Industries Textiles, Habillement et Cuir	D
Industries Diverses	H
Raffinage de Pétrole	G
Industries Chimiques	C+
Matériaux de Construction Céramique et Verre	D-
Industries Mécaniques et Électriques	D
INDUSTRIES NON MANUFACTURIÈRES	E+
Extraction de Pétrole et Gaz naturel	D
Mines	E+
Électricité et Gaz	E+
Eau	D
Bâtiment et Génie Civil	D-
ACTIVITES SERVICES MARCHANDS	D
Entretien et Réparation	D-
Commerce	D+
Services d'hôtellerie et de Restauration	H
Transports	D
Poste et Télécommunications	D-
Services Financiers	D
Autres Services Marchands	E+